

### *Les subsides*

d'argent parce qu'ils ne peuvent pas trouver d'emploi d'été. Et revoilà le cercle vicieux.

Dans le domaine de la formation professionnelle, le gouvernement a été lent à réagir. Le pays a depuis longtemps besoin de personnel qualifié. Si le projet Alsands avait démarré, il nous aurait fallu un nombre énorme de travailleurs qualifiés. Il n'y aurait pas eu assez de candidats pour pourvoir tous les emplois. Le gouvernement a beaucoup de retard dans ses programmes de formation.

Nous avons parlé aujourd'hui du bill C-115. Comme mon collègue de Rosedale (M. Crombie) l'a déclaré, nous sommes disposés à appuyer tout projet de loi qui offre des possibilités accrues de formation à nos jeunes et aux Canadiens en général. Nous devrions inciter le gouvernement à agir ainsi.

A l'heure actuelle, nous nous trouvons devant un dilemme vraiment grave. Le chômage chez les jeunes est élevé, mais nous manquons de travailleurs spécialisés. Le gouvernement ne cherche pas à remédier au problème. Il n'offre aucun choix à nos jeunes. Il n'offre aucun emploi, ni comme je viens de le dire, la possibilité de s'instruire. C'est une double malédiction. On peut choisir de demeurer chômeur ou d'accepter un emploi sans avenir. On ne peut acquérir la formation qui permettra d'obtenir un emploi valable.

Il faut se demander quel sera l'avenir du Canada sans jeunes formés et instruits. Dans quelle situation serons-nous si nos jeunes n'ont aucune perspective de carrière? Au lieu de cela, notre gouvernement condamne nos jeunes à vivre aux crochets de l'État. Il devrait leur fournir des occasions favorables au lieu de les en priver.

Quel prix doit payer le Canada pour sa jeunesse qui ne trouve pas d'emploi? On pourrait parler de deux coûts principaux, un coût social et un coût économique. Considérons d'abord le coût social. D'abord, parmi les jeunes qui sont à la recherche d'un emploi, beaucoup sont profondément découragés et leur frustration est immense. Quelques-uns iront jusqu'à la délinquance, au vandalisme, d'autres se sentiront inutiles, résignés, impuissants à faire mieux que d'accepter l'aide gouvernementale qu'ils reçoivent pour le moment. Peu à peu, ils se mettent à douter que les choses ne s'améliorent jamais. Chaque fois qu'ils ont postulé un emploi, on les a refusés. Ils n'ont jamais connu autre chose et ils doutent que la situation s'améliore. La société ne bénéficie pas de toutes ces idées nouvelles que nous attribuons généralement aux jeunes.

Parlons maintenant du coût économique. D'abord, les jeunes chômeurs constituent un groupe improductif. Ils n'ajoutent rien au produit national brut. Je voudrais citer un bref passage d'une étude menée dernièrement. Voici:

Si on avait réussi à réduire de moitié le taux de chômage chez les jeunes en 1977, le PNB du Canada se serait accru directement de 1 p. 100, soit près de 2 milliards en dollars courants. Si on tient compte des effets secondaires, l'accroissement global aurait peut-être été de l'ordre de 4 p. 100 soit de 8 milliards.

Autrement dit, si nous avions réduit le taux de chômage des jeunes en 1977 pour le ramener au taux général, nous aurions pu ajouter 1 p. 100 au produit national brut. C'est-à-dire près de 2 milliards pour l'ensemble de l'économie. En tenant compte des répercussions secondaires, l'apport aurait été de 8 milliards ou de 4 p. 100.

Je vois que mon temps de parole est presque écoulé. Pour conclure, je dirais que les solutions à court terme consistent à instaurer des programmes de création d'emplois. Cependant, il ne faut jamais oublier que ce ne seront que des palliatifs. Rien de mieux. C'est une solution temporaire.

Ce qu'il nous faut à longue échéance, c'est créer un environnement qui permette à nos jeunes de trouver leur place dans la société. Nous devons leur redonner la possibilité d'être indépendants. Nous devons leur offrir à nouveau l'occasion d'acquérir une bonne instruction pratique. Ils ont besoin de possibilités de formation dans des métiers qu'ils veulent exercer. Ils doivent être formés de façon à pouvoir faire quelque chose pour l'édification de notre pays. Tout cela commence très simplement par la création au Canada d'un climat propice aux investissements propres à créer des emplois. C'est là le point de départ.

Un secteur où cela peut se faire est tout simplement le secteur énergétique. Il y a une demande pour les produits de ce secteur. Nous savons qu'il y a une possibilité d'y créer des emplois. Ces emplois profiteraient à nos jeunes de même qu'à toute la population canadienne.

Je voudrais terminer là-dessus et insister sur le fait que ce qu'il nous faut avant tout au Canada, c'est un climat propice aux investissements, un climat qui attire ceux qui sont disposés à prendre des risques et à créer ainsi des emplois au pays.

[Français]

**M. Jean-Guy Dubois (Lotbinière):** Monsieur le président, je suis heureux comme mes collègues de participer à ce débat, car il touche à une question qui m'intéresse, comme il intéresse d'ailleurs tous ceux qui ont à cœur l'amélioration de la situation économique à travers le pays, particulièrement le Québec. En effet, ma province est l'une de celles qui est le plus durement atteinte par les difficultés économiques que nous subissons présentement et ceci n'est pas sans toucher un grand nombre de jeunes. Les statistiques des derniers mois sur le chômage étaient particulièrement inquiétantes. Par exemple quelque 28,000 emplois ont été perdus en un mois alors que le taux de chômage a atteint 13 p. 100.

Encore une fois, à travers ces statistiques globales, il est évident que se trouvent de nombreux cas de jeunes travailleurs ou d'étudiants se préparant à joindre la population active. C'est une telle conjoncture qui ajoute à l'urgence de rechercher de nouvelles idées et de nouvelles solutions à nos difficultés économiques. Nous étudions de nouvelles façons permettant d'établir une formule coopérative en vue de résoudre ces problèmes, car personne n'ignore que l'on n'arrive pas au succès, quand tout le monde travaille chacun de son côté et souvent dans des directions différentes. Les succès obtenus dans le cas de la société Bombardier représentent justement la preuve du succès que l'on peut obtenir quand tous les efforts sont efficacement coordonnés, et on sait ce qui est arrivé à la société Bombardier, savoir un contrat pour le métro de New York et pour amener beaucoup d'emplois au Québec, spécialement dans la circonscription de Kamouraska-Rivière-du-Loup, représentée par M. Gendron, et dans la circonscription de Shefford, représentée par M. Lapiere.